

*Questions orales***L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE
NORD-AMÉRICAIN**

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Madame la Présidente, le gouvernement a, à maintes reprises, justifié l'étude précipitée de l'ALÉNA par le Parlement avant la fin des négociations sur les deux accords parallèles en disant que ceux-ci ne modifieraient pas l'ALÉNA.

Les Américains ont toutefois dit que l'ALÉNA sera «modifié» par les accords parallèles et «interprété» à la lumière de ceux-ci.

Le ministre ne croit-il pas que cela confirme ce que le chef de l'opposition officielle dit depuis le début, à savoir que les États-Unis ont fermement l'intention de modifier l'ALÉNA en négociant les accords parallèles?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, je ne sais pas trop de quoi parle le député.

Je puis toutefois dire que le président des États-Unis, celui du Mexique, le premier ministre du Canada et les ministres responsables ont tous dit, à maintes reprises, que la conclusion d'une entente entre les trois pays n'entraînera pas la réouverture de l'ALÉNA. C'est à l'accord que nous avons signé le 17 décembre dernier que les parlementaires donnent force de loi.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Madame la Présidente, je ne sais pas alors ce que voulaient dire les Américains lorsqu'ils ont employé les mots «modifié» et «interprété».

Permettez-moi de poser une question au ministre. Malgré le fait que la négociation des deux accords parallèles sur l'environnement et les normes de main-d'oeuvre est déjà dans une impasse, les Américains disent maintenant qu'ils dévoileront sous peu une proposition concernant un troisième accord parallèle sur l'augmentation subite des importations, question dont le chef de l'opposition a parlé il y a un instant.

Certains membres du Congrès exercent aussi de plus en plus de pressions afin que soit conclu un quatrième accord parallèle sur la coordination de la politique monétaire—expression dont je n'arrive pas à comprendre toute la signification.

Y a-t-il eu des discussions sur ces questions? A-t-on parlé de la poussée subite des importations lors des rencontres qui ont eu lieu récemment à Washington? Le cas échéant, quelle est la position du gouvernement canadien? Sommes-nous pour ou contre l'idée de nou-

veaux accords parallèles sur la poussée subite des importations et peut-être même la coordination de la politique monétaire?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, permettez-moi de lire un extrait d'un article de l'agence Reuters. «Si vous me demandiez si nous sommes dans une impasse, je vous répondrais non», a déclaré le négociateur en chef des États-Unis, Rufus Yerxa.

Quant à la coordination de la politique monétaire, je n'en ai jamais entendu parler. C'est peut-être une idée que quelqu'un du Congrès a lancée en parlant de l'ALÉNA. Il n'y a jamais eu de discussions en ce sens, et notre gouvernement écarterait certainement cette idée d'entrée de jeu.

Pour ce qui est de la poussée subite des importations, j'ai répondu au chef de l'opposition. Cette question a été soulevée en octobre. Les Américains ont leur idée là-dessus, mais nous avons convenu qu'il était inutile de discuter de la poussée subite des importations si cela devait entraîner une réouverture de l'accord. L'ambassadeur Kantor a reconnu à maintes occasions que cette question est très bien couverte dans l'ALÉNA lui-même.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Douglas Young (Acadie-Bathurst): Madame la Présidente, à la récente rencontre des ministres des Finances, on a reconnu que la dette et le déficit créent véritablement une situation de crise au Canada. De toute évidence, le tour de passe-passe qui consiste à se refilet le fardeau fiscal à un autre niveau de gouvernement est inacceptable.

• (1435)

Je voudrais demander au ministre des Finances pourquoi son gouvernement n'a pas envisagé une conférence des trois ordres de gouvernement, c'est-à-dire avec des représentants de la Fédération canadienne des municipalités en plus des gouvernements provinciaux, sur la gestion de la dette et du déficit, de façon à parvenir à un consensus sur la façon de résoudre ce grave problème?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, je remercie le député de sa suggestion. Ce que nous avons essayé de faire, c'est mettre en place un processus qui nous permette de parvenir à une plus grande coordination entre le fédéral et les provinces.